

# **Défendre une perspective anticapitaliste : L'enjeu des présidentielles françaises**

dimanche 4 février 2007, par [BATOU Jean](#), [SABADO François](#) (Date de rédaction antérieure : 24 janvier 2007).

**Nous nous sommes entretenus avec François Sabado, membre de la Direction nationale de la LCR, qui participe avec nous aux Conférences de la gauche anticapitaliste européenne, à propos de l'échéance des élections présidentielles de ce printemps et des débats qu'elle suscite depuis quelque temps au sein de la gauche antilibérale en France. Il répond ici à nos questions en défendant le point de vue majoritaire au sein de la LCR. Nous donnerons aussi la parole à d'autres points de vue dans nos prochains numéros.**

---

**Comment caractériserais-tu la situation sociale et politique française après la victoire du NON à la Constitution européenne, la crise des banlieues et le succès de la mobilisation contre le Contrat première embauche (CPE) ?**

La situation actuelle est assez contradictoire. D'une part, elle s'inscrit dans le cadre d'une crise de direction politique de la bourgeoisie à l'échelle internationale, illustrée notamment par l'impasse spectaculaire de la politique des néo-conservateurs états-uniens en Irak. En Europe aussi, les politiques libérales mises en œuvre depuis plus de 20 ans, autant par les gouvernements sociaux-démocrates que par les partis de droite, n'ont cessé de perdre en légitimité. Le NON français – mais aussi hollandais – à la Constitution reflète un mécontentement populaire extrêmement profond, qui a pu conduire à des formes de résistance victorieuses, dans les urnes comme dans la rue. Cependant, cette crise de légitimité ne s'est pas traduite jusqu'ici par le renforcement de courants de gauche organisés au sein du mouvement syndical, voire des partis de gauche. La LCR s'est certes renforcée, mais il n'y a aucune commune mesure entre l'ampleur de la crise politique actuelle et la capacité de la gauche anticapitaliste à offrir des perspectives crédibles en termes de débouchés politiques et organisationnels.

**Dans une telle situation, penses-tu qu'une alliance électorale de la gauche antilibérale puisse conduire à renforcer la crédibilité d'une alternative forte aux politiques de démantèlement social et de régression démocratiques menées autant par les gouvernements de droite que de « gauche » ?**

Tout dépend du contenu politique d'une telle alliance. Ce que la LCR veut à tout prix éviter, c'est le dévoiement des résistances qui se sont manifestées sur le terrain social et politique vers de nouvelles formes de collaboration avec la gauche sociale-libérale. En Italie, le ballon d'oxygène offert au mouvement social par la courte défaite de Silvio Berlusconi a été largement plombé par la participation de Refondation Communiste (PRC), non seulement à un front électoral, mais aussi à un gouvernement de centre gauche, qui poursuit aujourd'hui une politique de libéralisation économique, de dérégulation du marché du travail et de légitimation des opérations militaires

impérialistes en Afghanistan et au Liban... C'est pourquoi nous avons insisté, dès le départ, pour conditionner notre participation à une liste unitaire à une volonté claire de rejeter toute participation gouvernementale ou toute alliance parlementaire avec une éventuelle majorité de gauche sociale-libérale. Malheureusement nous n'avons pas obtenu d'engagement sur ce point essentiel du PCF ou des partisans de José Bové, de Clémentine Autain ou d'Yves Salesse.

**Mais ne faut-il pas considérer une alliance électorale de la gauche antilibérale comme un processus dynamique, une sorte de front unique capable de peser sur la recomposition d'une gauche de gauche, tout en développant le débat politique en son sein, notamment sur la rupture que vous exigez ? La multiplication de listes séparées ne risque-t-elle pas au contraire de nourrir l'impuissance et l'isolement des positions que vous défendez ?**

Nous sommes prêts à bien des compromis dans la cadre de fronts uniques sur le terrain des mobilisations sociales, parce qu'elles sont une condition essentielle de tout progrès de la conscience et de l'organisation de la grande masse des exploité-e-s et des opprimé-e-s, qui peut seul la conduire à rompre avec la logique du capitalisme. Mais une liste électorale, surtout dans le cadre des institutions de la Cinquième République - avec un Président au-dessus de la mêlée et un Parlement élu au scrutin majoritaire - ne peut pas éviter de se poser centralement la question du pouvoir. C'est pourquoi il est essentiel qu'elle refuse clairement de semer la moindre illusion sur la possibilité d'un nouveau rassemblement de toutes les « forces de gauche » - PS compris - en faveur d'une politique anti-libérale. Par exemple, quel sens a la proposition de revenir sur les privatisations votées par la droite, à l'exclusion de celles décidées par la gauche, que le PC est prêt à endosser aujourd'hui ? Cela revient en fait à cautionner le bilan de la gauche plurielle, auquel le PC participait d'ailleurs, en se contentant de réclamer une politique, à l'avenir, moins alignée sur l'offensive capitaliste en cours.

**Que penser du nouvel appel à soutenir une candidature Bové qui circule depuis peu sur le net et auquel les médias ont donné une large audience ?**

Tout d'abord, il est certain que le PCF ne retirera pas la candidature de Marie-Georges Buffet, quelle que soit la crise que cette décision a suscité au sein du Parti. Sans compter que celle d'Arlette Laguiller sera elle aussi maintenue dans tous les cas. Quel peut donc être l'enjeu réel de cet appel de dernière heure ? Une candidature unitaire anti capitaliste, rassemblant Marie-Georges Buffet, José Bové, Arlette Laguiller et Besancenot avait un sens. Le rassemblement des partisans de José Bové et de la LCR sur un contenu très proche de celui que défend le PCF, n'en a aucun. En somme, il s'agirait de se distinguer de ce parti, non sur le scénario mais sur le casting, pour le sanctionner d'avoir choisi Marie-Georges Buffet. Et pour cela, nous devrions renoncer aux positions essentielles que nous avons défendues très clairement dès le départ... Nous avons jusqu'ici recueilli 380 promesses de signatures de maires en faveur de la candidature d'Olivier Besancenot ; il nous en faut un minimum de 500 confirmées. Nous ferons tout notre possible pour y arriver, parce que nous voulons faire entendre la voix d'une gauche antilibérale conséquente, une gauche anti-capitaliste qui annonce clairement son refus de toute alliance avec ceux qui font profession de foi d'accompagner l'offensive capitaliste en cours, sous prétexte d'en atténuer la brutalité.

---

**P.-S.**

\* Paru dans le périodique suisse « solidaritéS » n°101 (24/01/2007), p.9. Entretien réalisé par Jean Batou.